



MALI

SHELTER CLUSTER

Coordinating Humanitarian Shelter and Settlements

REUNION MENSUELLE DE COORDINATION

5 Juin 2025

AGENDA

1. **Suivi des points d'action et recommandations**
2. **Situation humanitaire : urgences en cours et positionnement des acteurs**
3. **Présentation des résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif au Mali**
4. **Update - Réforme humanitaire (Humanitarian Reset)**
5. **Soutien à la mobilisation des ressources**

Divers:

Formation sur l'intégration de (PSEA) dans le cycle de gestion de projet

AGENDA

- 1. Suivi des points d'action et recommandations**
2. Situation humanitaire : urgences en cours et positionnement des acteurs
3. Présentation des résultats de l'enquête de Vulnérabilité et Résilience en logements & Evaluation du marché locatif réalisée en 2024
4. Update - Réforme humanitaire (Humanitarian Reset)
5. Soutien à la mobilisation des ressources aux partenaires du Cluster

Divers:

Formation sur l'intégration de (PSEA) dans le cycle de gestion de projet

1. Suivi des points d'action et recommandations

Action	Responsable de Suivi	Réalisation
(1) Faire une cartographie des capacités des acteurs	Equipe de coordination	En cours
(2) Former les partenaires sur la rédaction des projets et notes conceptuelles	Coordonnateur	Prochain Atelier
(3) Capitaliser les ressources pour aller vers les abris transitionnels	Partenaires	Continue
(4) Renforcer la communication entre les niveaux national et régional, voire le GIAC	Equipe de coordination	Continue
(5) Mettre en place une approche de coordination zonale	Equipe de coordination	Continue
(6) Organiser les missions régionales en appui aux opérations	Coordination	Continue
(7) Relayer les plaidoyers des acteurs en région	Equipe de coordination	Continue
(8) Présenter les résultats de l'évaluation	DNDS	Continue
(9) Revisiter les TDR du SAG et faire une mise à jour	Coordonnateur/Co	Continue
(10) Renforcer la coordination des sites avec les équipes médicales	Coordination des sites	Continue
(11) Mettre en place des centres de ressources communautaires dans les cercles de Macina, Ségou et Niono	Gestionnaires de sites	Continue
(12) Faire la situation des abris en mauvais états sur les différents sites	Gestionnaires de sites	Continue
(13) Faire une visite conjointe sur les différents sites	DNDS	Continue
(14) Mettre en place un mécanisme de plaidoyer pour la mobilisation des ressources et acteurs intervenant	Coordination	Continue
(15) Mettre en place un outil de suivi des réponses pour faciliter l'identification des Gaps et d'en faire une large diffusion auprès des acteurs	Coordination	Continue

AGENDA

1. Suivi des points d'action et des recommandations
- 2. Situation humanitaire : urgences en cours et positionnement des acteurs**
3. Présentation des résultats de l'enquête de Vulnérabilité et Résilience en logements & Evaluation du marché locatif réalisée en 2024
4. Update - Réforme humanitaire (Humanitarian Reset)
5. Soutien à la mobilisation des ressources aux partenaires du Cluster

Divers:

Formation sur l'intégration de (PSEA) dans le cycle de gestion de projet

Financement Plan de Réponse Humanitaire

Besoins Humanitaires et Plan de Réponse 2025 (version révisée)

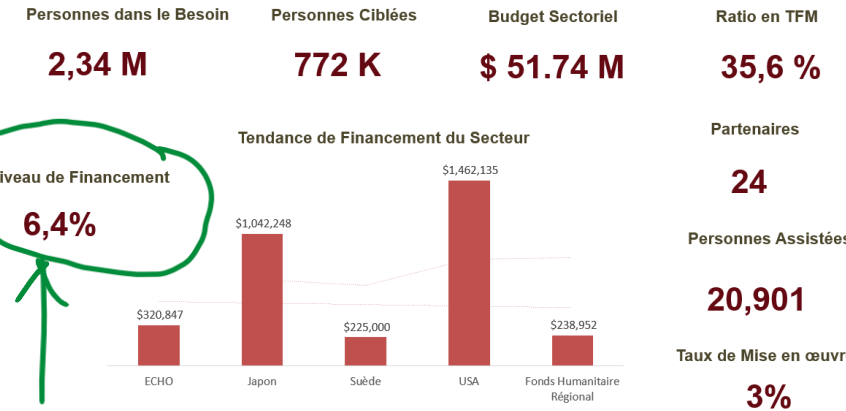
- Le processus de re-priorisation est terminée. Le Plan de réponse humanitaire garde les mêmes chiffres, la re-priorisation à cibler les besoins identifiés pour l'Objectif stratégique 1 (sauver des vies)
- Cible : 2,1 millions de personnes
- Budget: 285,5 millions de dollars



Sector/cluster breakdown

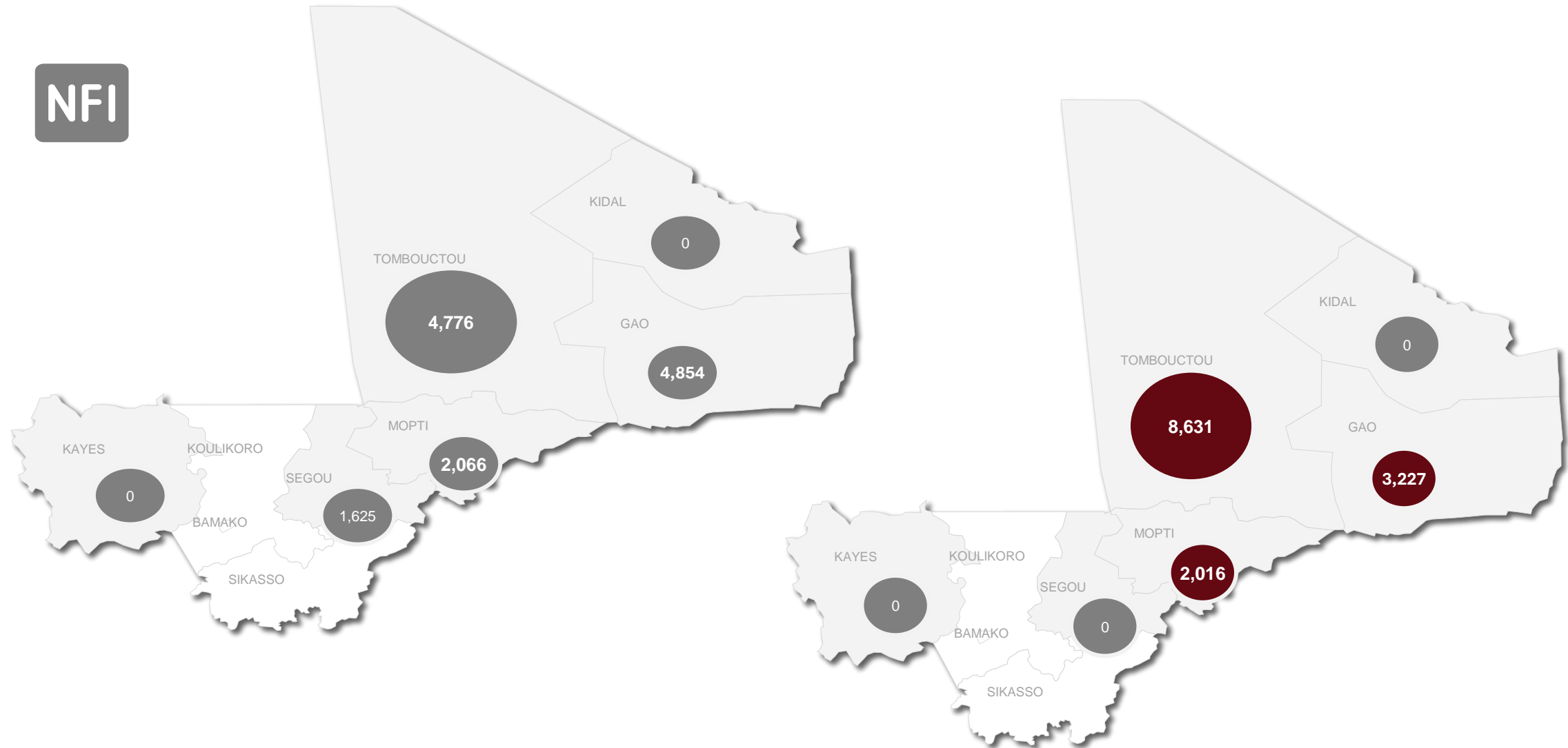
SECTOR / CLUSTER	IN NEED	TARGETED	RE-PRIORITIZED	Icon	TOTAL REQ. (US\$)	RE-PRIORITIZED REQ. (US\$)	Icon
Protection	3.1M	1.6M	0.5M	[Icon]	\$102.2M	\$38.8M	[Icon]
Protection	1.8M	1.1M	0.03M	[Icon]	21.9M	\$2.2M	[Icon]
Child protection	1.7M	0.8M	0.5M	[Icon]	\$31.3M	\$5.4M	[Icon]
Gender-based violence (GBV)	2.3M	0.9M	0.4M	[Icon]	\$34.3M	\$3.3M	[Icon]
Mine action (LAM)	1.3M	1.0M	0.6M	[Icon]	\$7.3M	\$2.4M	[Icon]
Housing, Land and Property (LTP)	1.1M	0.4M	0.2M	[Icon]	\$7.5M	\$1.5M	[Icon]
Education	1.8M	1.7M	0.6M	[Icon]	\$70.2M	\$17.0M	[Icon]
Food Security	2.9M	2.3M	1.4M	[Icon]	\$254.9M	\$70.0M	[Icon]
Health	3.7M	2.5M	1.1M	[Icon]	\$43.4M	\$18.0M	[Icon]
Nutrition	2.8M	2.2M	0.7M	[Icon]	\$71.4M	\$23.1M	[Icon]
Shelter and non-food items	2.3M	0.8M	0.4M	[Icon]	\$51.7M	\$24.7M	[Icon]
Water, sanitation and hygiene (WASH)	3.3M	1.9M	0.9M	[Icon]	\$42.9M	\$4.5M	[Icon]
Multipurpose cash-transfers	-	1.1M	0.4M	[Icon]	\$44.1M	\$12.2M	[Icon]
Refugee response	0.3M	0.2M	0.2M	[Icon]	\$62.2M	\$62.2M	[Icon]
Coordination				[Icon]	\$28.2M	\$15M	[Icon]

Cluster ABNA



RESUME – BESOINS PRIORITAIRES CHEZ LES PERSONNES EN ATTENTE D'ASSISTANCE

NFI

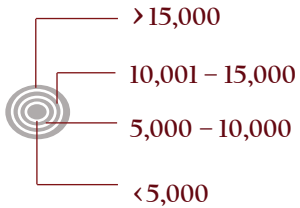


Présence Opérationnelle des Acteurs | Janvier - Mars 2025

ACTIVITES

- Paquet des Biens Non Alimentaires
- Interventions en Abris

Personnes Assistées
Par Cercle



NIAFUNKE

- NRC
- ASG, STOP SAHEL, UNHCR

TOMBOUCTOU

- AICRL, CRM, NRC
- AICRL, CRM, UNHCR

RHAROUS

- STOP SAHEL, UNHCR

MENAKA

- ACTED, HELP FOR SAHEL,
- STOP SAHEL, UNHCR

GOSSI

- ASG, CRS

BOUREM

- CRADE, CRS

KIDAL

- HELP FOR SAHEL

GAO

- ACTED, NRC, OIM, STOP SAHEL, UNHCR, WHH

- AICRL, CRM, CRS, DRPC, NRC, OIM, STOP SAHEL, TASSAGHT, UNHCR

MOPTI

- NRC, OIM
- CARITAS, CRS, OIM

AI-OURCHE

- ASG, CRS

DIRE

- OIM
- OIM

MACINA

- ALPHALOG, CRS, UNHCR

NIONO

- CRS, ALPHALOG

KAYES

- STOP SAHEL, UNHCR
- STOP SAHEL, UNHCR

YELIMANE

- STOP SAHEL, UNHCR

AOUROU

- STOP SAHEL, UNHCR

SEGOU

- CRM, OIM
- ALPHALOG, CRS, CRM

KORO

- UNHCR, NRC

BANDIAGARA

- Stop Sahel, UNHCR

ANSONGO

- CRM
- CRADE, CRS, NRC

TOMINIAN

- STOP SAHEL, UNHCR
- ALPHALOG, CRS

SIRAKORO

- STOP SAHEL, UNHCR
- STOP SAHEL, UNHCR

KATI

- NRC

DJENNE

- NRC
- CARITAS, CRS, NRC

BANKASS

- CARITAS, CRS, NRC, UNHCR



Les données, les désignations et les délimitations employées sur cette carte n'impliquent pas l'endossement par le Cluster Abris. Pour toute information relative aux sources des données et méthodologies: im.mali@sheltercluster.org

Gao

Le 20 mai, tenue de la réunion mensuelle du GTA à Gao. Les points saillants ont été les contraintes d'accès enregistrées ce mois-ci, la mise à jour concernant le focus group et l'outil de suivi de sévérité et des localités sous contraintes d'accès. Il est ressorti les éléments ci-après qui impactent les mouvements des humanitaires:

- Le blocus de Gossi ;
- La hausse de la criminalité sur les axes comparativement au mois passé ;
- La réduction de la fréquence des vols UNHAS entre Gao-Bamako
- L'inconstance de vols sur Ménaka a entraîné le « blocage » de certains acteurs en mission, forçant même un partenaire national d'une agence de l'ONU à revenir à Gao par la route (arrivé a destination le 16 mai).

Recommandations :

- Négocier avec le CICR la possibilité d'embarquer les acteurs humanitaires de et vers Ménaka ;
- Les acteurs humanitaires de partager le nombre des partenaires bloqués à Ménaka pour négociation de vol sur Ménaka.

Gao

Situation humanitaire	<p>La situation humanitaire est marquée par un mouvement de déplacement de personnes en provenance de Gossi pour Gao, plus précisément vers les sites de PDIs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Congo gamo : 70 ménages (alerte en cours de validation pour la conduite d'une évaluation et le partage du rapport par les acteurs RRM - NRC pour analyse et positionnements).▪ Chateau : 50 ménages. Des dispositions sont en cours pour effectuer l'état des lieux et valider l'alerte.▪ Annoura : Nombre de ménages arrives, non estimés. Des dispositions sont en cours pour effectuer l'état des lieux et valider l'alerte si nécessaires.
Type d'urgence	<p>Les sources de déplacement des personnes sont en lien avec le conflit armé et les incidents sécuritaires dans la zone de Gossi et environ.</p>
Positionnement des partenaires et des gaps	<p>Seul les acteurs RRM - NRC se sont positionnés pour le moment pour les missions d'évaluation et de validation.</p> <p>Gap & Positionnement : Attente du rapport d'évaluations des besoins par les acteurs RRM des sites de Congo gamo, Annoura et Château.</p> <p>En revanche, les GAP en ABNA de 2024, demeurent d'actualités. (Matrice de suivi des gaps).</p>

Tombouctou & Taoudeni

Depuis le 4 mai, la pression de groupes armés sur Gossi et ses environs, a entraîné de déplacements de populations. Selon des sources locales, Gossi a accueilli 705 ménages, alors qu'il y aurait 385 ménages dans la commune de Rharous, 395 dans celle de Bambara Maoudé, 293 à Inadiatafane et 330 à Haribomo. Les résultats des évaluations permettront d'avoir les chiffres réels. Après un plaidoyer d'OCHA, Islamic Relief a conduit des évaluations des besoins dans les communes de Gossi, Rharous, et Bambara Maoudé (évaluations conduites par des staffs basés dans ces communes). NRC protection contre la violence se positionne à conduire une évaluation rapide de protection couplée aux IPA. International Medical Corps se positionne pour les secteurs de santé, nutrition et les VBG dans les communes de Rharous et Haribomo. Islamic Relief a apporté une assistance à 300 ménages déplacés des communes de Rharous (147 ménages) et Bambara Maoude (153 ménages) en vivres, abris, et NFI.

Par ailleurs, une assistance en vivres planifiée au profit de 1 408 réfugiés burkinabè par le PAM en partenariat avec Word Vision n'a pas pu être réalisée. Selon WV une stratégie est en cours de développement afin de pouvoir atteindre ces réfugiés.

Les opérations militaires des FAMa contre des groupes armés menées au mois de mars dernier dans une zone frontalière avec la Mauritanie, auraient contraint des populations à se déplacer de manière préventive. Les évaluations des besoins de ces personnes dans les cercles d'Al-Ourche et Achouratt (région de Taoudenit), conduites par la Croix-Rouge malienne en partenariat avec le Service Local du Développement Social entre le 10 et le 16 mai, ont identifié 263 ménages (1 503 personnes) sur des sites relevant d'Al-Ourche. Les besoins prioritaires identifiés sont à 81%, la sécurité alimentaire, suivis par les abris (11%) et les non-vivres (8%).

Au total, 228 ménages (1 176 personnes) ont été identifiés dans le cercle d'Achouratt. Leurs besoins prioritaires identifiés sont : la sécurité alimentaire (79%), les abris (12%) et les non-vivres (9%).

Le PAM se propose de couvrir les besoins alimentaires de ces ménages pour une période de deux mois à partir du mois de juin.,

Tombouctou & Taoudeni

Region: Tombouctou et Taoudenni Cluster Abris et biens non alimentaires FICHE DE SUIVI DES GAPS EN ABRIS ET ARTICLES NON ALIMENTAIRES (NFI) <i>Période de suivi : June 2025</i>									
Localité / Site	Periode	Nombre de ménages ciblés	Individus	Ménages assistés (Abris)	Gap Abris	Ménages assistés (NFI)	Gap NFI	Partenaire responsable	Commentaires
Tombouctou – Gourma Rharouss/Gossi	Mai 2025	705	4 230	0	705	0	705	Islamic Relief	Besoin urgent en NFI pour les nouveaux déplacés
Tombouctou – Gourma Rharouss/Bambara Maoude	Mai 2025	395	1 975	0	395	0	395	Islamic Relief	Besoin urgent en Abris et NFI pour les nouveaux déplacés
Tombouctou – Gourma Rharouss/Rharouss	Mai 2025	385	1 925	0	385	0	385	Islamic Relief	Besoin urgent en Abris et NFI pour les nouveaux déplacés
Tombouctou-Tonka/Kossia	Mai 2025	130	562	0	0	130	0	NRC	Besoin urgent en Abris
Taoudenni/AL Ourche	Mai 2025	263	1503	0	263	0	263	Croix rouge	Besoin urgent en Abris et NFI pour les nouveaux déplacés
Taoudenni -Achouratt	Mai 2025	228	1176	0	228	0	228	Croix rouge	Besoin urgent en Abris et NFI pour les nouveaux déplacés
Tombouctou – Gourma Rharouss/Serere	Mars 2025	384	1236	0	384	0	384	NRC	Besoin urgent en Abris et NFI pour les nouveaux déplacés
Tombouctou – Goundam/Fatakara	Mars 2025	685	3293	0	685	685	0	NRC	Besoin urgent en tente familiale en appui dans la famille d'accueil
Tombouctou – Gourma Rharouss/Hamzakoma	Mars 2025	430	1297	0	430	0	430	NRC	Besoin urgent en Abris d'urgence et NFI

Bandiagara/Mopti/Douentza

Evaluation: Du 19 au 22 mai, sous le leadership du Développement Social et OCHA, les acteurs humanitaires ont évalué les besoins multisectoriels des PDI sur 17 sites (communes de Mopti, Socoura et Sio). L'objectif est de comprendre leur perception des assistances reçues en vue d'orienter les activités futures. Les résultats de cette évaluation seront restitués à toute la communauté humanitaire de la région dans une perspective d'opérationnalisation des priorités et dans l'optique de déterminer le type d'appui approprié.



Douentza

Le 13 mai, Save The Children et son partenaire Groupe de Solidarité et d'Appui au Développement (GSAD) ont apporté, une assistance en vivres à 250 ménages vulnérables (1 500 personnes) à Boni. Le panier pour chaque ménage était composé de 1 sac de riz de 50 kg, 1 sac de mil de 50 kg, 1 sac de sucre en poudre de 5 kg, 1 bidon d'huile de 5 litres, 1 carton de spaghetti de 10 kg, 1 paquet de lait en poudre de 400 g. En plus de cette assistance, Save The Children et GSAD ont conduit une évaluation multisectorielle dont les résultats seront partagés.

Sofara

Mouvement de population vers Sofara dû aux menaces terroristes.

- 236 ménages (en déplacement) ;
- 100 ménages dans la ville de Mopti.

Gap : Besoin urgent en abris et NFIs pour tous les 336 ménages.

AGENDA

1. Suivi des points d'action et des recommandations
2. Situation humanitaire : urgences en cours et positionnement des acteurs
- 3. Présentation des résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif**
4. Update - Réforme humanitaire (Humanitarian Reset)
5. Soutien à la mobilisation des ressources aux partenaires du Cluster

Divers:

Formation sur l'intégration de (PSEA) dans le cycle de gestion de projet

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif



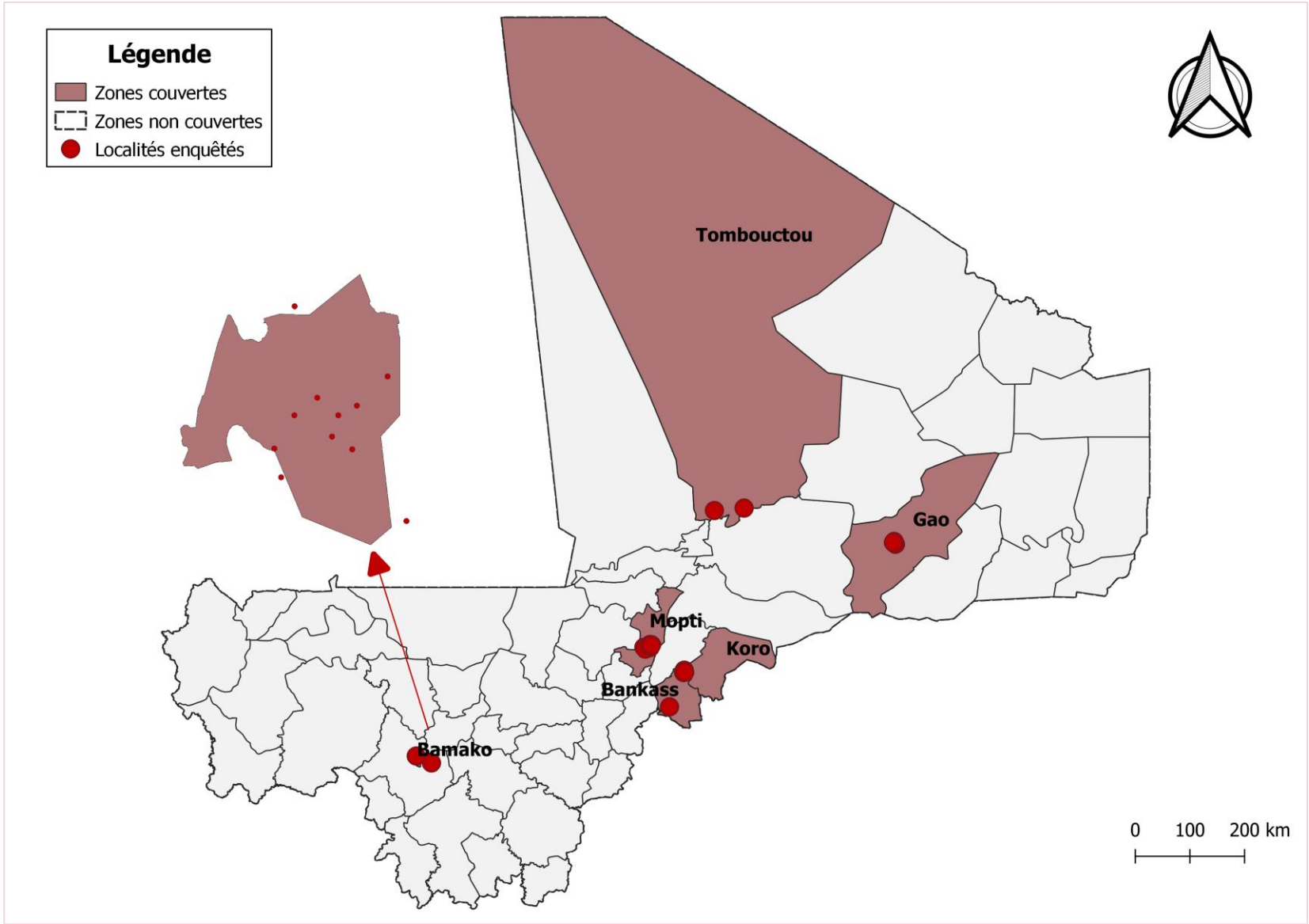
Site de personnes déplacées Mopti
Un agent enquêteur avec Yaya Boly déplacé interne
Photo prise le 19-10-2024 par Studio Pro Confiance Sevare



Koro dans une famille d'accueil
Un agent enquêteur qui fait l'interview de Amadou Guindo déplacé interne
Photo prise le 21-10-2024 par Studio Pro Confiance Sevare

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

L'enquête a couvert les communes des zones urbaines et péri-urbaines de Bamako, Tombouctou, Mopti, Koro et Gao, qui sont en général des localités qui subissent la pression des personnes déplacées sur leurs agglomérations.



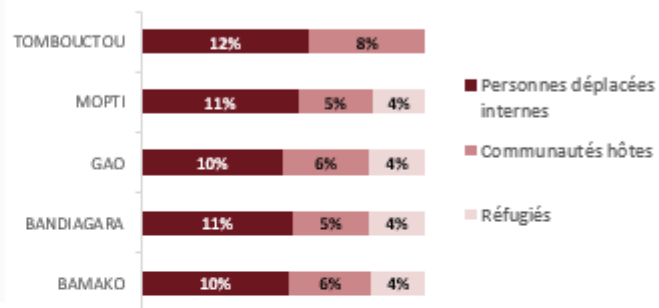
Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

CARACTERISTIQUES DES MENAGES ENQUETES

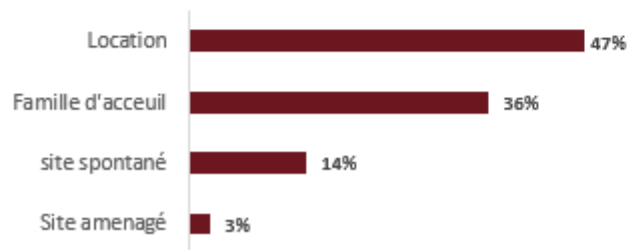
Profil et localisation

Les enquêtes réalisées ont concerné un total de 500 ménages répartis comme suit : 54 % de déplacés internes, 30 % de populations hôtes et 16 % de réfugiés. Parmi ces ménages, 37 % sont dirigés par des femmes. La majorité des chefs de ménage, soit environ 42 %, n'ont aucune éducation formelle, tandis que 34 % ont suivi une éducation coranique, principalement parmi les déplacés internes, et environ 4 % ont atteint le niveau supérieur.

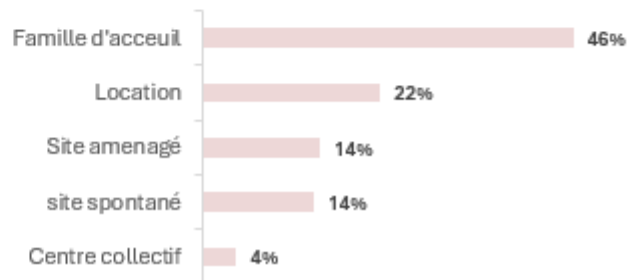
Graphique 1 : Groupes de population enquêtés par région



Graphique 2 : Localisation des ménages réfugiés



Graphique 3 : Localisation des ménages déplacés



- La majorité des ménages déplacés (46 %) vivent au sein de la communauté d'accueil, 22 % sont en location, 14 % habitent dans des sites spontanés ou aménagés, et 4 % résident dans des centres collectifs.
- Pour les réfugiés, 36 % vivent dans des familles d'accueil, 47 % en location, 14 % dans des sites spontanés, 3 % dans des sites aménagés, et 2 % dans des centres collectifs.

La taille moyenne des ménages varie selon les groupes : 9 personnes par ménage pour les réfugiés, 7 pour les déplacés internes, et 11 pour les populations hôtes (CHs). Par ailleurs, 47 % des ménages interrogés, tous groupes confondus, déclarent cohabiter avec des personnes extérieures à leur ménage habituel, avec lesquelles ils partagent des ressources telles que la cuisine, la nourriture, ou encore l'eau.



Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Transferts Monétaires et les Marchés

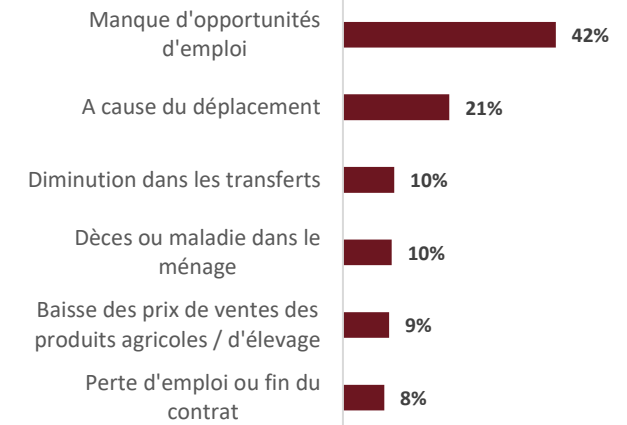
Revenu moyen des ménages enquêtés au cours des 30 derniers jours.

En moyenne, le revenu global des ménages est de **79 500 FCFA**, avec une nette supériorité des revenus des communautés hôtes. En revanche, les PDI et les réfugiés dépendent largement du travail occasionnel, des soutiens familiaux et de l'aide humanitaire pour subvenir à leurs besoins.

Sources de revenus	Personnes déplacées internes	Communautés hôtes	Réfugiés	Total général
Travail salarié	2 565	20 589	3 013	8 114
Travail occasionnel ou journalier	15 305	21 788	38 359	20 872
propre entreprise ou du commerce	8 313	21 081	11 404	12 677
production personnelle	3 689	10 536	3 981	5 816
Prestations sociales	2 669	2 299	1 474	2 370
Location	139	1 826	1 827	915
Transferts d'argent	4 698	12 487	2 083	6 658
Prêts ou soutien	10 339	9 928	2 263	8 954
soutien ou dons de bienfaisance de membres de la communauté	4 381	1 964	1 346	3 173
Aide humanitaire	6 206	10 079	18 147	9 246
Autres sources	950	230	1 385	799
Total	59 253	112 806	85 282	79 594

Parmi les ménages enquêtés (PDI, réfugiés ou communautés hôtes), **47 %** ont signalé une diminution de leurs revenus au cours du mois de l'enquête par rapport à leur revenu mensuel habituel. Les principales raisons évoquées incluent le chômage (**42 %**) et les conséquences liées au déplacement (**21 %**).

Graphique 9 : Causes de la diminution du revenu mensuel



Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Dépense moyenne des ménages enquêtés au cours 6 derniers mois.

Au cours des six derniers mois, les **dépenses de santé** sont les plus importantes pour tous les groupes, avec un total de **47 000 FCFA**, les communautés hôtes enregistrant les coûts les plus élevés (**54 500 FCFA**). Le **remboursement des dettes** arrive en deuxième position avec un total de **36 500 FCFA**, où les communautés hôtes affichent également la dépense la plus importante (**54 000 FCFA**). Concernant les **articles ménagers non alimentaires peu fréquents** (comme les couvertures ou vêtements), le total s'élève à **26 600 FCFA**, dominé encore une fois par les communautés hôtes (**41 700 FCFA**).

Pour l'**entretien ou la réparation d'abri**, la dépense globale atteint **31 500 FCFA**, avec une nette prédominance des communautés hôtes (**53 000 FCFA**). Les dépenses liées à l'**éducation** (frais de scolarité et fournitures) sont moindres, avec un total de **15 000 FCFA**, mais restent significatives pour les communautés hôtes (**28 500 FCFA**).

En conclusion, les **communautés hôtes** affichent des dépenses nettement supérieures dans la plupart des catégories, reflétant une plus grande capacité ou nécessité de dépenses, tandis que les personnes déplacées internes et les réfugiés semblent plus restreints dans leurs dépenses.

Source de Dépense	Personnes déplacées internes	Communautés hôtes	Réfugiés	Total général
Entretien ou réparation de l'abri	18 791	53 132	33 071	31 458
Articles ménagers non alimentaires pour des achats peu fréquents (couvertures, casseroles, vêtements, etc.)	20 079	41 655	19 871	26 606
santé (soins de santé, médicaments, etc.)	46 368	54 479	35 658	47 163
Education (frais de scolarité, fournitures scolaires, uniformes, etc.)	8 622	28 541	12 894	15 344
Remboursement des dettes	28 224	54 224	31 071	36 572
Autres	1 189	4 112	1 923	2 192

Au cours des 30 derniers jours, les résultats révèlent toujours un déficit financier important chez les bénéficiaires, où les dépenses dépassent les revenus, notamment parmi les communautés hôtes et les réfugiés.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

ABRIS/ LOGEMENT

Typologies d'abris disponibles

Il y a une disparité en termes de conditions d'habitat, avec une forte prédominance des maisons solides, mais aussi une dépendance notable aux tentes et autres abris dans certaines zones, en effet les résultats de l'enquête montre que les maisons solides représentent 57 % des logements au total, constituant le type d'habitat prédominant dans toutes les régions. **Bandiagara** affiche une proportion particulièrement élevée (88 %), suivie de **Tombouctou** (61 %) et Mopti (53 %).

Cela indique une préférence générale pour des habitations stables et durables.

Les tentes représentent 21 % des logements. Elles sont particulièrement présentes à Mopti et Tombouctou (27 % chacune), ainsi qu'à Gao (23 %).

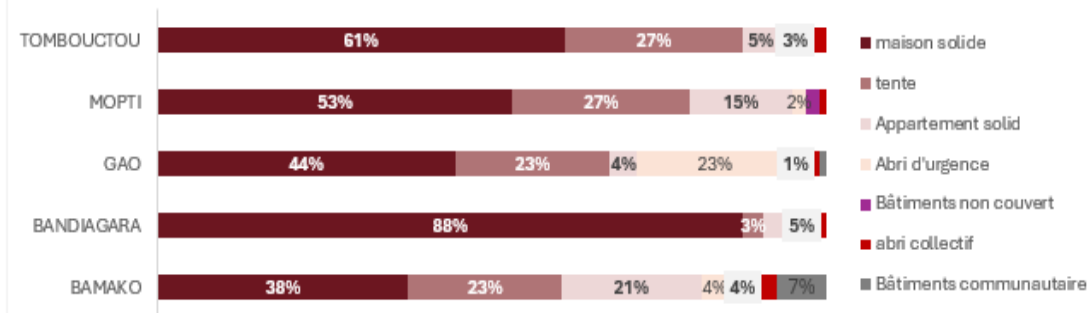
Les appartements solides, avec 10 % au total, sont plus fréquents à Bamako (21 %),

Les abris d'urgence représentent 6 % des logements, avec une proportion élevée à Gao (23 %).

Les bâtiments non couverts, les abris collectifs et les bâtiments communautaires constituent ensemble une faible proportion des logements (environ 4 %). Toutefois, Bamako affiche des proportions légèrement plus élevées.

Les disparités régionales soulignent l'urgence d'adopter des stratégies adaptées pour améliorer les conditions de logement dans les zones les plus vulnérables.

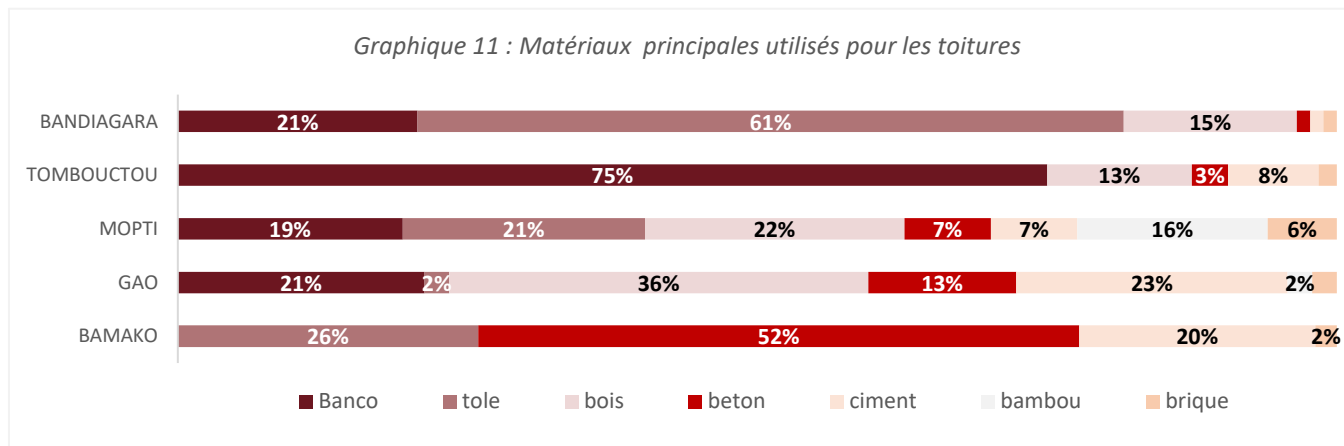
Graphique 10 : Proportion de ménages habitant dans les typologies d'abris disponibles



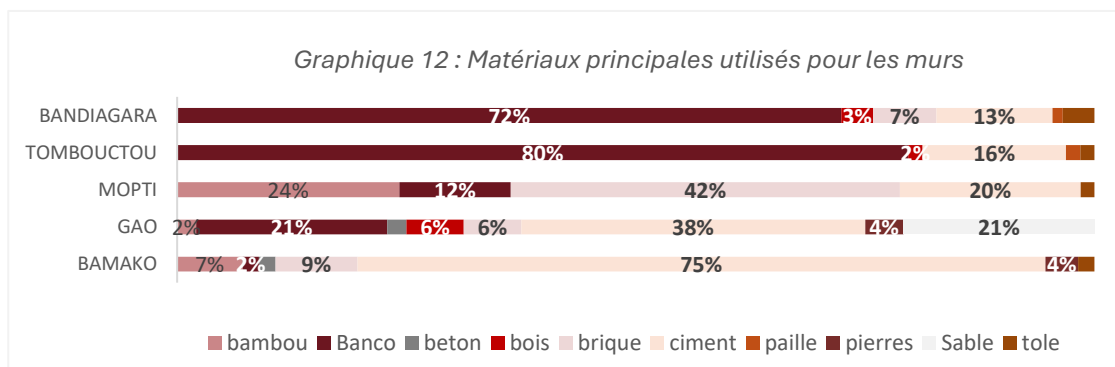
Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Type de matériaux utilisés pour les toitures dans les maisons

Au total, au niveau national, le **banco** et la **paille** sont les matériaux les plus utilisés pour les toitures, avec respectivement 28% et 26% des foyers, suivis par les **tôles** (17%) et le **ciment/béton** (13%). Les résultats montrent une grande variabilité d'utilisation en fonction des régions, avec une prédominance de matériaux locaux dans certaines zones comme le **banco** et la **paille**.



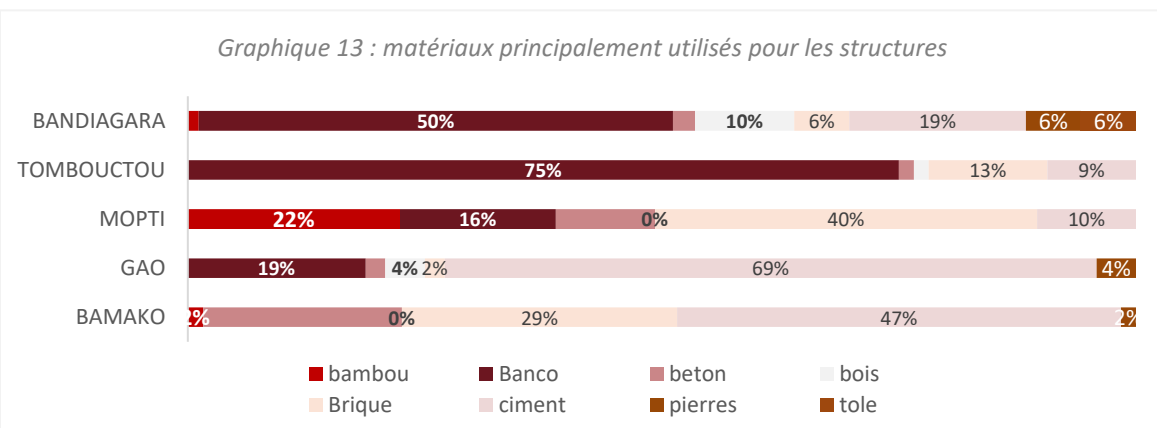
Type de matériaux principalement utilisés pour les murs



Les choix de matériaux pour les murs reflètent les conditions géographiques, les ressources disponibles et les habitudes locales. Le banco domine dans les régions sahéliennes, tandis que le ciment et les briques sont préférés dans les zones urbaines et semi-urbaines.

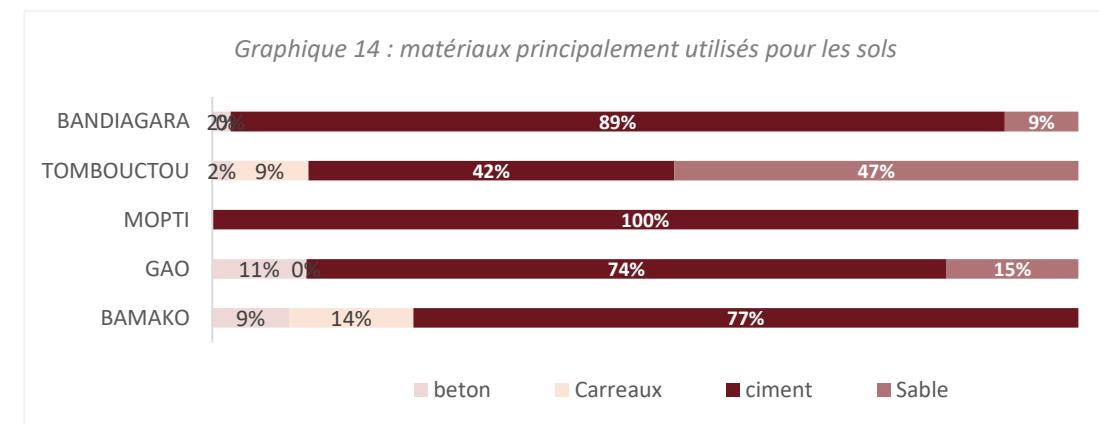
Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Type de matériaux principalement utilisés pour les structures des maisons



Globalement, le ciment (28%), le banco (34%) et la brique (18%) sont les matériaux les plus utilisés. Les autres matériaux, comme le bambou (5%), le béton (7%) ou le bois (4%), sont minoritaires.

Type de matériaux principalement utilisés pour les sols des maisons



En résumé, le ciment reste le matériau principal dans toutes les régions, tandis que le sable et les carreaux sont présents en proportions variables selon les localités.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Types de dommages causés aux abris

Les principaux dommages affectant les abris des ménages sont entre autres les **dommages mineurs à la toiture** (43 %), tels que les fissures et ouvertures, constituent le problème le plus courant. Ces dégâts sont suivis par les **fuites en cas de pluie** (27 %) et les **dommages aux murs** (25 %), qui reflètent des dégradations structurelles fréquentes.

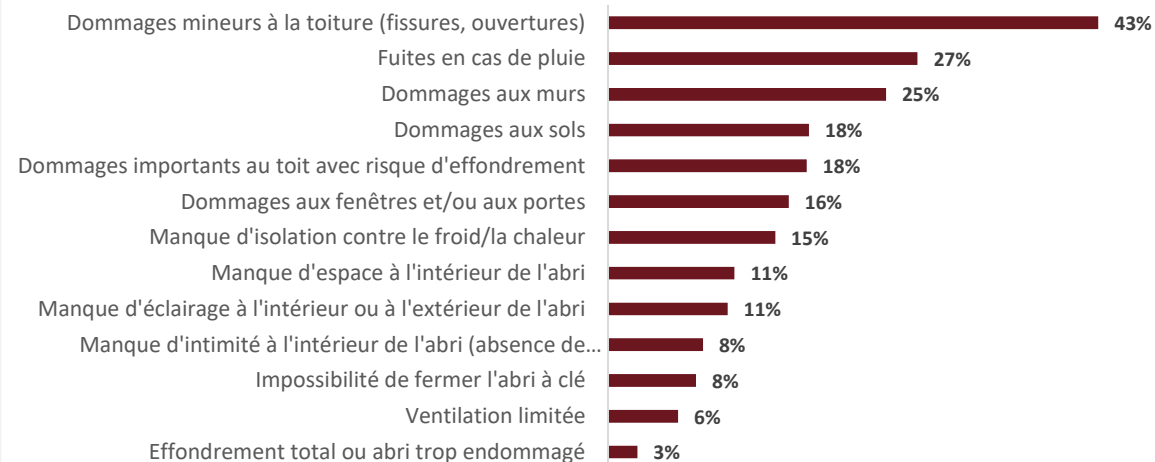
Les **dommages importants au toit** et les détériorations **des sols** concernent chacun 18 % des abris, augmentant les risques d'effondrement et d'insalubrité. De plus, 16 % des abris présentent des **dommages aux fenêtres ou portes**, compromettant la sécurité et la fonctionnalité des habitations.

Parmi les conditions de vie problématiques, on note un **manque d'isolation contre le froid ou la chaleur** (15 %), un **manque d'éclairage** (11 %), un **manque d'espace** (11 %), ainsi qu'un **manque d'intimité** à l'intérieur des abris (8 %).

Ces facteurs affectent la qualité de vie et la dignité des occupants. Environ 8 % des abris ne peuvent pas être sécurisés, car ils ne se ferment pas à clé, augmentant les risques pour la sécurité des habitants.

Enfin, des problèmes critiques incluent la **ventilation limitée** (6 %) et les **effondrements totaux** des abris (3 %), mettant gravement en danger la vie des ménages. Globalement, ces résultats soulignent l'urgence de réhabiliter les abris pour garantir sécurité, confort et dignité aux occupants.

Graphique 15 : Principaux dommages causés aux abris



Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Principales causes du délabrement des abris telles que rapportées par les ménages

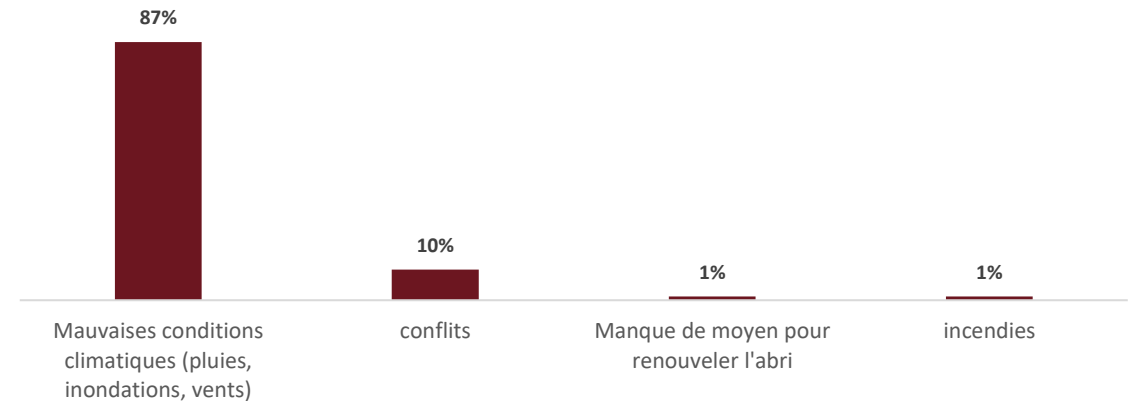
Les mauvaises conditions climatiques, telles que les pluies, inondations et vents, sont de loin la principale cause de délabrement des abris, affectant 86 % des ménages. Cela reflète la vulnérabilité des infrastructures face aux aléas climatiques, particulièrement dans les zones où les abris sont construits avec des matériaux fragiles.

Les conflits sont responsables de 10 % des détériorations, soulignant l'impact des violences armées sur les habitations, notamment dans les régions touchées par les déplacements forcés. Les autres causes, comme le manque de moyens pour rénover les abris (1 %), les incendies (1 %), et les engins explosifs improvisés (1 %), restent marginales mais illustrent des menaces spécifiques dans certaines zones.

Cette analyse montre que les priorités en matière de réhabilitation d'abris doivent se concentrer sur des solutions résilientes aux conditions climatiques.

D'après les ménages interrogés, **34 %** signalent que les conditions de délabrement des abris favorisent les risques de violences basées sur le genre (VBG), notamment sous forme d'agressions physiques ou sexuelles.

Graphique 16 : Causes principales du délabrement des abris



Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Proportion des abris disposant d'un espace domestique fonctionnel (cuisine par ex).

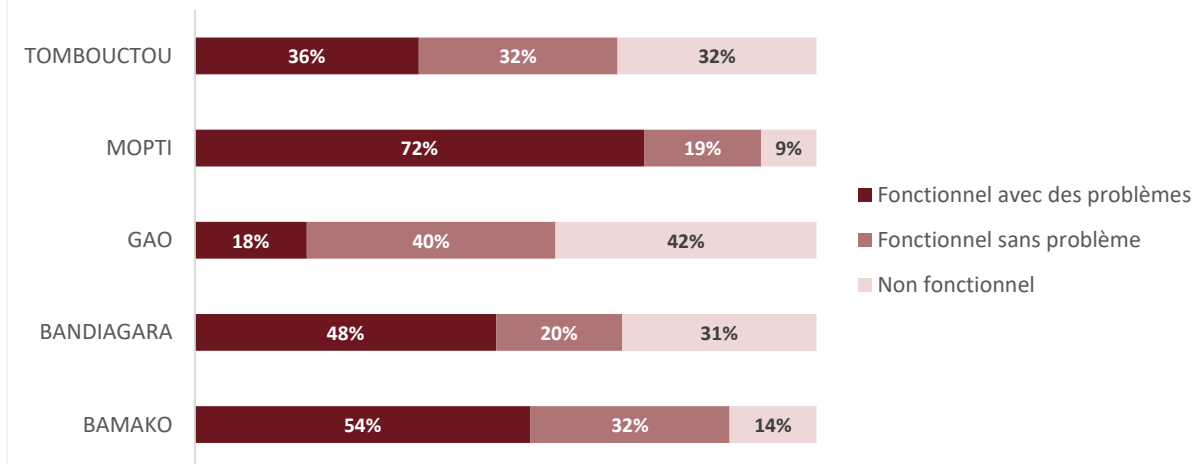
En moyenne, **46 %** des abris disposent d'espaces bien adaptés, tandis que **29 %** ont des espaces partiellement fonctionnels, et **26 %** non fonctionnels. Mopti se distingue avec la plus forte proportion d'espaces bien adaptés (**72 %**), suivie de Bamako (**54 %**). À l'opposé, Gao présente la plus faible proportion d'espaces bien adaptés (**18 %**) et la plus forte proportion d'espaces non fonctionnels (**42 %**).

Ces données reflètent des disparités importantes entre les régions dans l'accès à des espaces domestiques fonctionnels pour cuisiner.

Le manque d'accès à des équipements de cuisine est le problème le plus fréquent (**28 %**) par les ménages, suivi de l'insuffisance d'articles non alimentaires de base comme les ustensiles (**23 %**) et des installations de cuisson jugées dangereuses (**21 %**). La cuisine en plein air affecte **16 %** des ménages, tandis que **12 %** déclarent une insuffisance de combustible pour cuisiner.

Ces défis reflètent des conditions précaires qui compromettent la sécurité et l'efficacité des pratiques culinaires.

Graphique 18 : Abris disposant d'une cuisine fonctionnelle



Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Proportion des abris disposant d'un espace domestique fonctionnel (espace de repos)

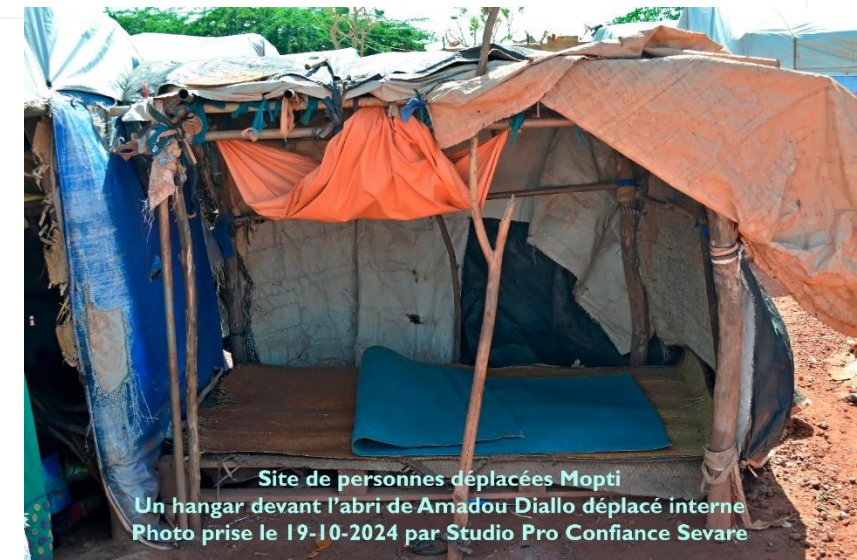
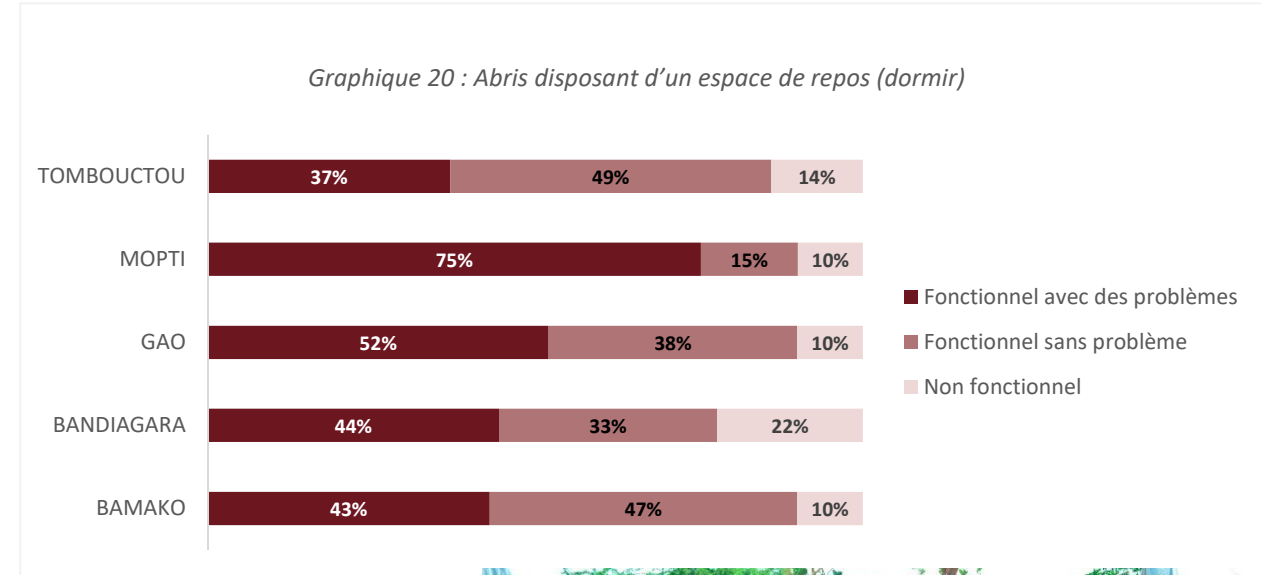
Globalement, **50 %** des abris sont fonctionnels mais présentent des problèmes, tandis que **36 %** sont fonctionnels sans problème et **13 %** sont jugés non fonctionnels.

- À Mopti, la majorité des espaces (**75 %**) sont fonctionnels mais avec des problèmes, contre seulement **15 %** fonctionnels sans problème.
- À Tombouctou et Bamako, une proportion similaire d'abris fonctionnels sans problème est observée (**49 %** et **47 %**, respectivement).
- Bandiagara présente une proportion élevée d'espaces non fonctionnels (**22 %**), ce qui est le taux le plus élevé parmi les régions.
- Gao affiche une situation relativement équilibrée avec **52 %** des espaces fonctionnels mais problématiques et **38 %** fonctionnels sans problème.

Ces données reflètent des défis variés liés à l'aménagement des espaces de repos, nécessitant des améliorations ciblées pour optimiser leur habitabilité.

Les principaux problèmes rencontrés par les ménages pour dormir concernent principalement l'insuffisance d'espace (44 %) et le manque de literie ou de matelas (42 %), compromettant leur confort et leur repos. Par ailleurs, 13 % des ménages déclarent que leur espace de sommeil n'est pas sécurisé, mettant en évidence des préoccupations liées à la protection et à la sécurité.

Ces défis nécessitent des solutions pour garantir des conditions de sommeil dignes et sécurisées.



Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

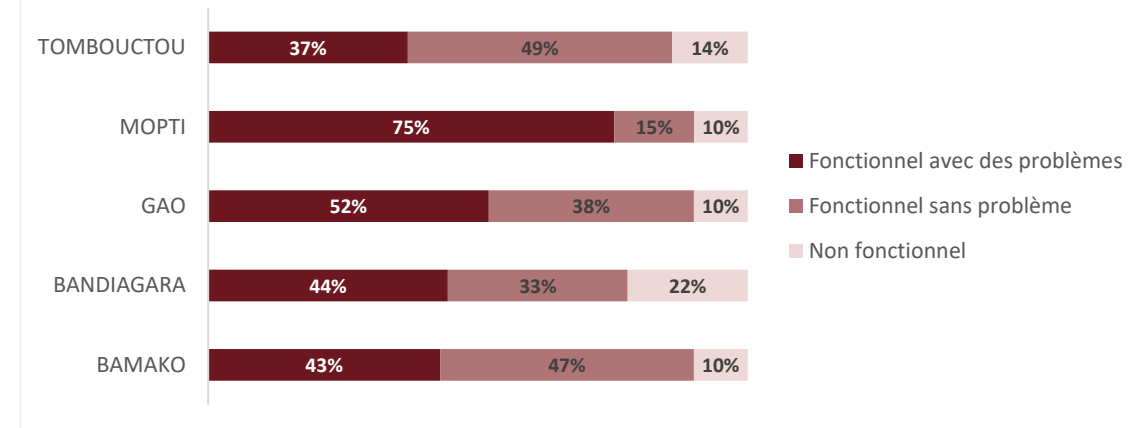
Proportion de ménages vivant dans un espace domestique fonctionnel (Stockage de la nourriture et de l'eau)

Dans les différentes régions, la fonctionnalité des espaces domestiques dédiés au stockage de la nourriture et de l'eau varie considérablement. Globalement, une majorité de ménages dispose d'espaces fonctionnels, bien que 50 % d'entre eux signalent des problèmes, tels que des infrastructures inadéquates ou des contraintes d'espace. Mopti enregistre la proportion la plus élevée d'espaces fonctionnels avec des problèmes (75 %), tandis que Bamako et Tombouctou affichent des niveaux plus équilibrés, avec respectivement 43 % et 37 %.

Les espaces fonctionnels sans problème sont majoritaires à Bamako (47 %) et Tombouctou (49 %), indiquant une meilleure gestion des infrastructures.

Toutefois, la proportion de ménages vivant dans des espaces non fonctionnels est préoccupante, notamment à Bandiagara (22 %), mettant en évidence la nécessité d'améliorer les infrastructures de stockage pour répondre aux besoins des populations.

Graphique 22 : Abris disposant d'un espace pour stocker de l'eau et de la nourriture



Les problèmes rencontrés par les ménages pour le stockage de la nourriture et de l'eau sont divers, mais certains défis se démarquent par leur prévalence.

Le principal problème signalé est le manque d'espace pour stocker la nourriture, touchant 24 % des ménages. Le manque d'espace pour stocker l'eau suit de près, affectant 23 % des répondants. De plus, 21 % des ménages mentionnent un manque de récipients pour stocker l'eau, et 20 % font face à une insuffisance de contenants pour la nourriture. Enfin, 12 % des ménages rencontrent des difficultés à conserver les aliments en toute sécurité, ces derniers se détériorant rapidement.

Ces résultats soulignent l'importance de renforcer les infrastructures et équipements de stockage pour améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau dans les ménages.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

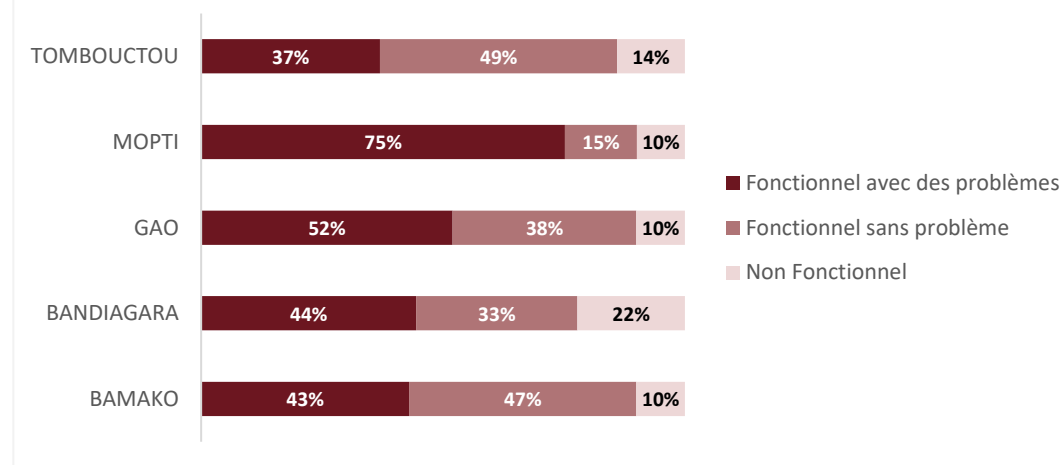
Proportion de ménages vivant dans un espace domestique fonctionnel (accès à l'énergie / électricité).

À l'échelle nationale, 50 % des ménages vivent dans des espaces fonctionnels mais rencontrent des problèmes liés à l'électricité, tandis que 36 % disposent d'un espace pleinement fonctionnel sans aucun problème. En revanche, 13 % des ménages déclarent ne pas avoir d'accès fonctionnel à l'électricité.

Les disparités régionales sont marquées : Mopti enregistre la plus forte proportion de ménages avec des espaces fonctionnels mais problématiques (75 %), suivie de Gao (52 %) et Bandiagara (44 %). Bamako et Tombouctou comptent une majorité de ménages avec des espaces sans problème (47 % et 49 %, respectivement), bien que certains ménages restent dans des situations non fonctionnelles (10 % à Bamako et Gao, 22 % à Bandiagara).

Ces données soulignent que, malgré des progrès, des efforts doivent être concentrés sur l'amélioration de l'accès à une électricité fiable et durable pour les ménages, en particulier dans les zones où les problèmes persistent.

Graphique 24 : Abris disposant d'un espace fonctionnel (accès à l'énergie / électricité)



Une majorité (72 %) des ménages n'ont pas d'accès à l'électricité, ce qui reflète une situation critique en termes d'accès énergétique. Environ 24 % des ménages déclarent un accès intermittent ou insuffisant à l'électricité, soulignant une fiabilité énergétique problématique. Enfin, seulement 4 % des ménages utilisent exclusivement des lampes solaires comme alternative.

Ces données révèlent un besoin urgent de solutions pour améliorer l'accès à l'énergie, que ce soit par le biais d'infrastructures électriques renforcées ou de systèmes d'énergie renouvelable, tels que des solutions solaires plus largement accessibles.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Types de matériaux de construction ou d'articles disponibles sur le marché local

Matériaux de construction :

- La tôle, le bois, le ciment, et le gravier sont presque universellement disponibles dans toutes les régions, avec des taux de disponibilité atteignant souvent 100 %.
- La paille, l'eucalyptus, et le bambou montrent également une forte disponibilité (entre 73 % et 99 % selon les régions), soulignant leur importance dans la construction locale.
- Le métal (IPN, cornière, chevrons) et le PVC affichent une disponibilité légèrement inférieure, variant entre 84 % et 100 % selon la région.

Articles ménagers et outils :

- Les articles comme les casseroles, seaux, ustensiles de cuisine, et savon sont très largement disponibles (près de 100 % dans toutes les régions).
- Les lampes solaires et les moustiquaires affichent également des taux élevés de disponibilité, entre 90 % et 100 %, ce qui reflète leur importance pour les ménages dans ces zones.

Matériaux spécifiques :

- Le Jerrycan, utilisé pour le stockage de l'eau, présente une disponibilité légèrement inférieure (78 % à 92 %), en particulier à Bamako et Bandiagara.
- Le petit bois pour l'isolation thermique et les clous sont aussi largement disponibles, bien que leur accessibilité varie légèrement selon la région.

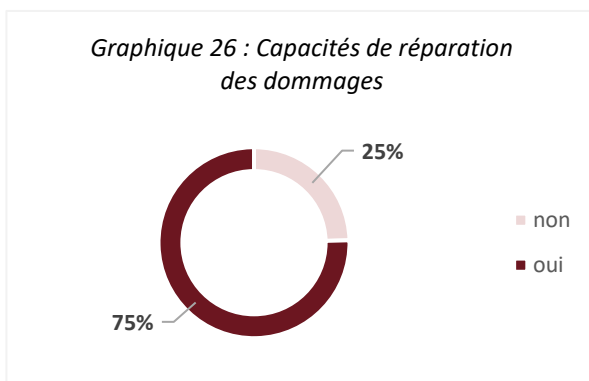
Les marchés locaux des différentes régions disposent d'une grande variété de matériaux et d'articles essentiels, mais des disparités mineures subsistent selon les régions. Les matériaux de construction de base, tels que la tôle, le bois, et le ciment, sont largement accessibles, tandis que certains articles, comme le Jerrycan ou le bambou, présentent une disponibilité légèrement plus restreinte dans certaines zones. Cette disponibilité élevée témoigne de la résilience des marchés locaux, mais les disparités observées pourraient guider des efforts de soutien logistique pour renforcer l'accès équitable aux ressources essentielles.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Proportion de ménages disposant de capacités pour participer à la réparation des dommages des abris

La majorité des ménages dans toutes les régions disposent des capacités nécessaires pour participer à la réparation des dommages sur leurs abris. En effet, **75 % des ménages** déclarent avoir accès à des compétences telles que maçonnerie, menuiserie ou charpenterie, ce qui facilite les réparations.

Cependant, **25 % des ménages** ne disposent pas de ces capacités, ce qui indique une vulnérabilité et un besoin potentiel d'assistance extérieure ou de renforcement des compétences locales en main-d'œuvre qualifiée.



Bankass dans famille d'accueil Antime Guindo déplacé interne montrant les fissures de sa maison
Photo prise le 20-10-2024 par Studio Pro Confiance Severe

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Mode d'occupation majoritaire (locataire, propriétaire) des abris par les ménages

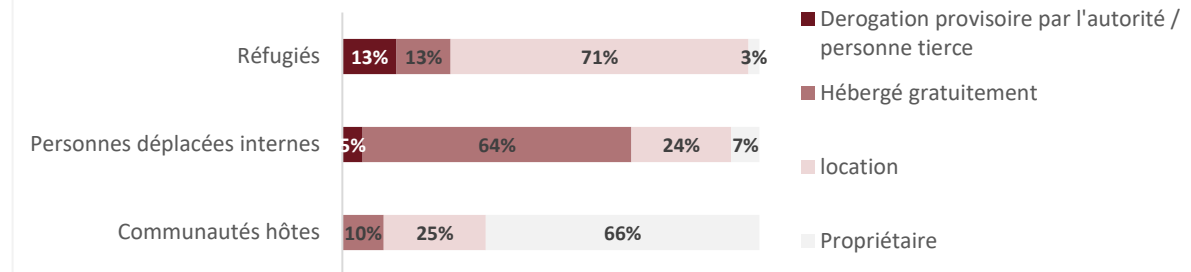
Les **communautés hôtes** affichent une stabilité résidentielle, avec une majorité (**66 %**) de ménages propriétaires de leurs abris. Une part significative (**25 %**) loue leur logement, tandis que **10 %** sont hébergés gratuitement. Aucun ménage de cette catégorie ne réside sous dérogation provisoire.

Les **personnes déplacées internes (PDI)** montrent une forte dépendance envers des tiers, avec **64 %** des ménages hébergés gratuitement. Environ **24 %** louent leur logement, tandis que seuls **7 %** sont propriétaires. Une minorité (**5 %**) occupe un abri sous dérogation provisoire, ce qui reflète leur précarité.

Les **réfugiés**, quant à eux, dépendent majoritairement de la location (**71 %**), ce qui illustre leur instabilité financière. Une proportion équivalente de **13 %** est hébergée gratuitement ou sous dérogation provisoire, et seuls **3 %** des ménages sont propriétaires, témoignant de leur situation particulièrement vulnérable.

En résumé, les communautés hôtes bénéficient d'une relative stabilité grâce à une majorité de propriétaires, tandis que les PDI et les réfugiés font face à une forte précarité résidentielle, marquée par une dépendance à l'hébergement gratuit ou à la location.

Graphique 27 : Modes d'occupation des abris par les ménages selon leur statut



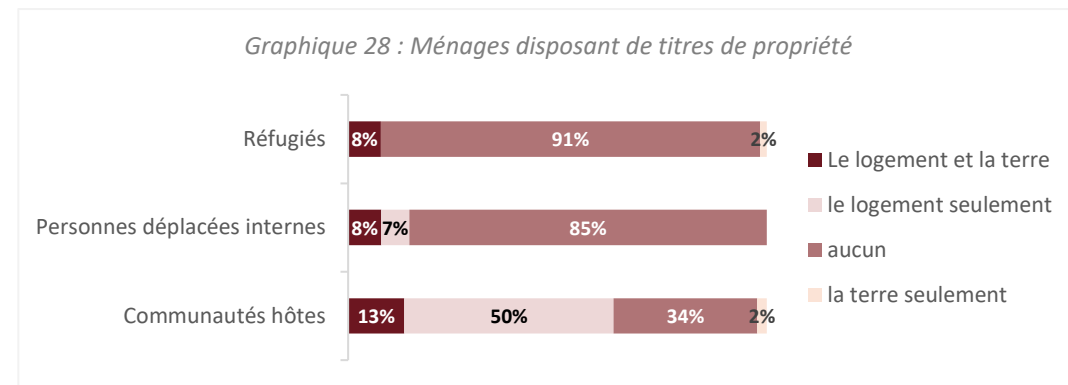
Site de personnes déplacées Mepti une femme déplacée interne dans sa cuisine
Photo prise le 16.10.2024 par Studio Pro Confiance Sevare

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Proportion de ménages disposant de titres de propriété / occupation pour leurs logements actuels ou leurs parcelles

- **Pour les communautés hôtes**, une majorité significative (**50 %**) des ménages détient des titres officiels uniquement pour leur logement. Environ **13 %** possèdent des titres couvrant à la fois leur logement et leur terre, tandis que **34 %** n'ont aucun titre. Une proportion marginale (**2 %**) dispose uniquement de titres pour la terre.
- **Chez les personnes déplacées internes (PDI)**, la situation est nettement plus précaire, avec **85 %** des ménages n'ayant aucun titre de propriété ou d'occupation. Seulement **8 %** disposent de titres pour leur logement et leur terre, et **7 %** possèdent des titres limités à leur logement. Aucun ménage PDI ne possède un titre pour la terre seule.
- **Les réfugiés** se trouvent dans une situation encore plus vulnérable, car **91 %** des ménages n'ont aucun titre. Une minorité de **8 %** possède des titres couvrant le logement et la terre, et **2 %** détiennent des titres limités uniquement à la terre.

Les communautés hôtes montrent une meilleure sécurité résidentielle grâce à leur accès aux titres de propriété ou d'occupation, reflétant une relative stabilité. En revanche, les PDI et les réfugiés sont particulièrement exposés à une grande précarité résidentielle, la majorité d'entre eux étant dépourvue de tout titre officiel, soulignant la nécessité d'un soutien renforcé pour sécuriser leur accès au logement.



Risque d'éviction dans les 6 prochains mois

À Bamako, **54 %** des ménages se sentent à risque, tandis que ce pourcentage est de **47 %** à Mopti et **44 %** à Bandiagara. En revanche, Gao et Tombouctou affichent des proportions plus faibles, avec respectivement **36 %** et **25 %** des ménages se considérant en danger d'éviction.

Globalement, Bamako ressort comme la région où l'inquiétude est la plus élevée, tandis que Tombouctou est celle où les ménages se sentent le plus en sécurité.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

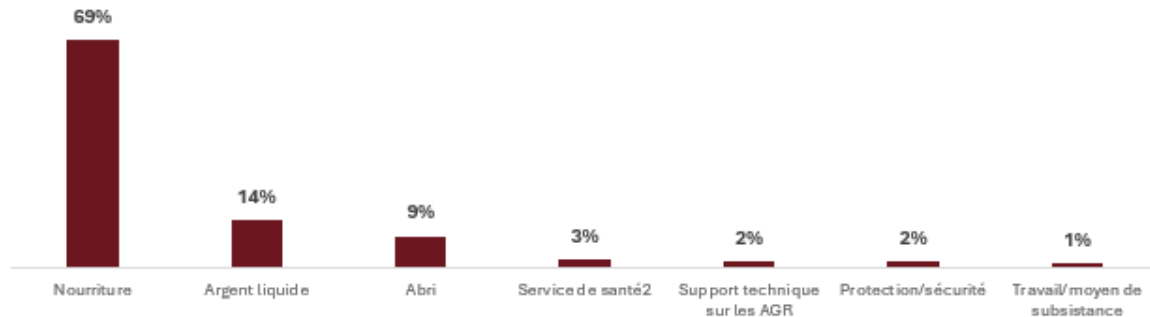
APPUI HUMANITAIRE SOUHAITE

Premier besoin le plus important exprimés par les ménages

Plus de la moitié, **69 %** des répondants ont désigné la nourriture comme leur besoin le plus urgent, suivi par **14 %** qui demandent de l'argent liquide pour répondre à leurs besoins essentiels. L'accès à un abri représente **9 %** des priorités.

La nourriture est clairement le besoin prédominant, soulignant une situation d'insécurité alimentaire critique. La demande pour de l'argent liquide montre également un besoin de flexibilité pour répondre aux urgences individuelles.

Graphique 30 : Besoins prioritaires exprimés par les ménages



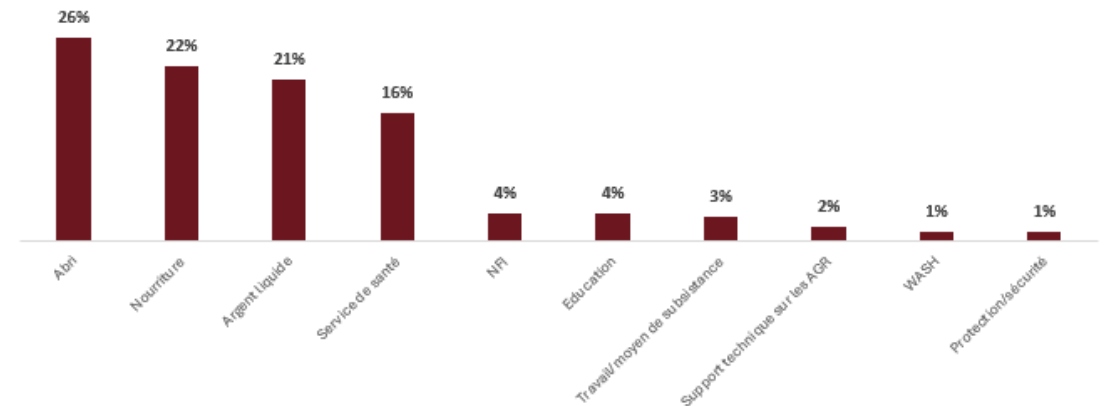
Deuxième besoin le plus important exprimés par les ménages

L'abri arrive en tête avec **26 %**, suivi de près par la nourriture (22 %) et l'argent liquide (21 %), reflétant des besoins essentiels pour garantir des conditions de vie minimales. Les services de santé sont également une priorité importante, mentionnés par 16 % des ménages.

D'autres besoins, tels que les articles non alimentaires (vêtements, couvertures, ustensiles de cuisine) et l'éducation, sont cités par 4 % chacun, tandis que le travail ou les moyens de subsistance (3 %).

Ce classement reflète une priorité donnée aux besoins fondamentaux, comme un logement adéquat, la nourriture, et des ressources financières. Les préoccupations sanitaires et éducatives traduisent une volonté d'améliorer les conditions de vie à moyen terme. En revanche, les besoins en protection et en hygiène, bien qu'essentiels, concernent une partie plus restreinte des ménages, ce qui peut suggérer une meilleure situation relative dans ces domaines pour la majorité.

Graphique 31 : Deuxième Type de Besoins prioritaires exprimés par les ménages



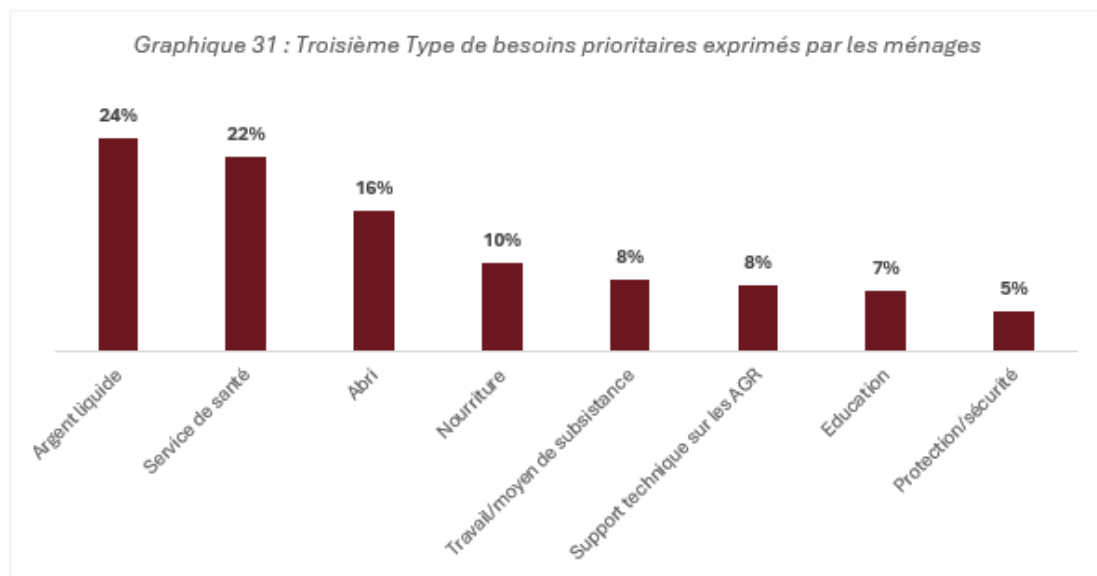
Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

Troisième besoin plus important exprimés par les ménages

L'argent liquide est le besoin le plus cité, avec 23 %, soulignant l'importance de ressources financières pour couvrir divers besoins. Les services de santé suivent de près avec 21 %, tandis que l'abri (15 %) et la nourriture (9 %) restent des priorités significatives.

Les besoins liés au travail ou aux moyens de subsistance (8 %) et au soutien technique pour les Activités Génératrices de Revenus (AGR) (7 %) reflètent une volonté de renforcer l'autonomie économique des ménages.

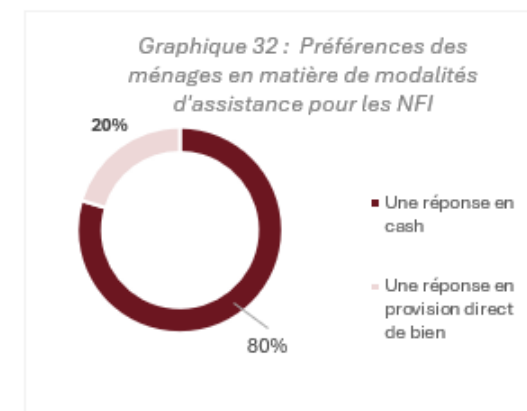
Ce classement illustre un glissement des priorités vers des besoins liés à l'autonomie financière et au bien-être à moyen terme, comme l'accès à l'argent liquide, les services de santé, et les opportunités économiques. Cela reflète une transition progressive des préoccupations urgentes, comme l'abri et la nourriture, vers des besoins favorisant la stabilité et l'autonomie des ménages à plus long terme.



Type d'assistance (modalité) en biens non-alimentaires souhaités par la majorité des ménages

Une large majorité (80 %) des ménages exprime une préférence pour **une assistance en cash**, leur permettant d'acheter directement les articles nécessaires selon leurs priorités. En revanche, 20 % des ménages préfèrent une **provision directe** des biens non-alimentaires essentiels, indiquant un besoin d'accès immédiat à ces articles.

Ces résultats mettent en évidence une nette préférence pour une assistance en cash, probablement en raison de sa flexibilité et de son adaptabilité aux besoins spécifiques des ménages. Toutefois, une proportion non négligeable de ménages préfère une assistance directe en biens, ce qui peut être lié à un manque d'accès aux marchés ou à une disponibilité limitée des produits dans certaines régions. Une approche mixte pourrait donc être envisagée pour répondre efficacement aux besoins diversifiés des ménages.



Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

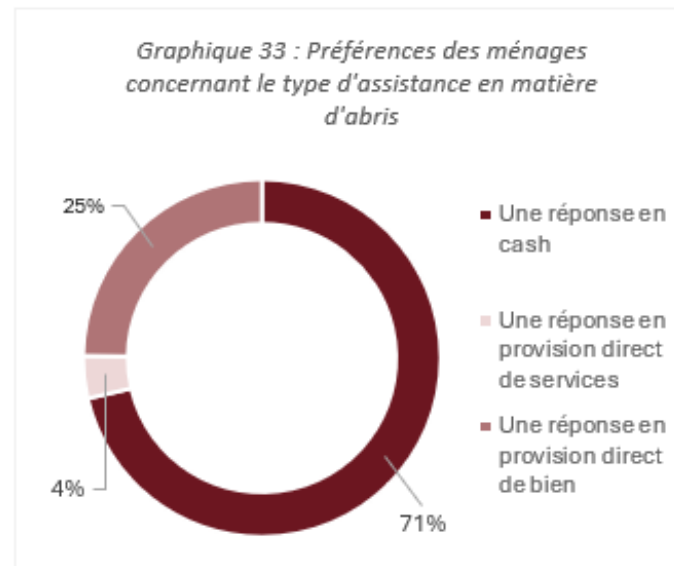
Type d'assistance (modalité) en abris souhaités par la majorité des ménages

Une majorité significative (71 %) des ménages préfère une assistance en cash, qui leur permettrait de payer un loyer ou d'acheter les matériaux nécessaires pour construire ou renforcer leurs logements. Environ 25 % des ménages optent pour une provision directe de biens, comme des matériaux ou des constructions d'abris.

Enfin, seulement 4 % des ménages souhaitent une provision directe de services, telle que l'aide pour réparer les abris ou améliorer leur sécurité.

La forte préférence pour l'assistance en cash reflète le désir des ménages de disposer d'une flexibilité pour répondre à leurs besoins spécifiques en matière de logement. Cela peut également indiquer une confiance dans leur capacité à gérer eux-mêmes ces fonds. La proportion notable (25 %) en faveur des biens directs peut révéler des limites d'accès aux matériaux ou un manque de ressources locales.

La faible demande pour des services directs (4 %) suggère que ce type d'assistance est perçu comme moins prioritaire ou utile pour la majorité des ménages.



Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

ANALYSE DES CAPACITES

L'analyse des capacités institutionnelles, humaines, techniques, économiques, énergétiques et environnementales est un élément fondamental pour évaluer la réponse actuelle et future aux besoins des populations déplacées, réfugiées et hôtes au Mali. Elle permet d'identifier non seulement les vulnérabilités, mais aussi les ressources existantes qui pourraient être mobilisées pour soutenir des stratégies de logements plus durables et adaptées.

Domaine de capacité	Définition	Importance pour les ménages enquêtés
Institutionnelle	Structures et règlements encadrant les réponses au logement	Garantir une réponse coordonnée, structurée et durable
Ressources humaines	Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée ou non qualifiée	Influencer la capacité locale de construction et de réhabilitation
Technique	Accès aux matériaux, capacité de réparation, innovation locale	Accélérer les réponses d'urgence et renforcer la qualité des abris
Économique	Accès aux marchés, modes de paiement, dynamisme locatif	Stabiliser les parcours résidentiels et soutenir la reconstruction
Énergétique et environnementale	Accès aux énergies, sensibilisation environnementale	Améliorer la durabilité et limiter l'exposition aux risques climatiques

Les capacités institutionnelles jouent un rôle déterminant dans la structuration de la réponse. La présence de comités d'abris, de règlements de construction formels et d'organisations partenaires actives influence directement la qualité de l'appui fourni aux ménages déplacés et l'efficacité des mécanismes de coordination sur le terrain. L'absence de dispositifs institutionnels solides peut ralentir l'action humanitaire et réduire son impact à moyen et long terme.

La disponibilité de ressources humaines qualifiées est également un levier essentiel. L'existence de constructeurs professionnels, d'ouvriers qualifiés et de gestionnaires de site formés conditionne la capacité des communautés à initier ou accompagner des projets de réhabilitation ou de construction d'abris sûrs. À l'inverse, le manque de main-d'œuvre formée ou l'analphabétisme technique limite fortement les possibilités de reconstruction autonome.

Sur le plan technique, la capacité d'approvisionnement en matériaux locaux, la compétence en réparation d'abris et l'aptitude à l'adaptation improvisée face aux contraintes matérielles sont déterminantes. Ces facteurs influencent directement la résilience des abris face aux aléas climatiques et sécuritaires, ainsi que la rapidité des réponses en situation d'urgence.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

CAPACITE INSTITUTIONNELLE

Type de capacité	BAMAKO	GAO	MOPTI	TOMBOUCTOU	BANDIAGARA	Total
Comités d'abris ou logement	28	12	75	13	20	23
Règlements de construction des abris	25	30	53	47	30	34
Partenaires d'abris et/ou de sites ?	40	37	97	40	51	46
Leaders communautaires au sein de la communauté	57	77	100	78	80	77
Gestionnaire de site	79	18	90	82	10	43

Synthèse

Forces :

- Mopti est la région la plus performante avec des scores complets ou avancés dans presque toutes les catégories.
- Les leaders communautaires au sein de la communauté présentent une force institutionnelle notable avec une moyenne complète (77).

Faiblesses :

- Gao et Bandiagara montrent des lacunes majeures dans la gestion des sites, les comités d'abris ou logement, et la présence de partenaires d'abris.
- Les règlements de construction des abris et les comités restent basiques dans la majorité des régions.

CAPACITE EN RESSOURCES HUMAINES

Type de capacité	BAMAKO	GAO	MOPTI	TOMBOUCTOU	BANDIAGARA	Total
Constructeurs professionnels qualifiés?	59	42	93	54	95	57
Main d'œuvres qualifiée	63	59	80	54	80	63
Main d'œuvres analphabètes (non-qualifiée)	30	21	37	17	40	25

Synthèse

Forces :

- Les capacités en constructeurs professionnels et en main-d'œuvre qualifiée sont globalement bonnes, atteignant des niveaux **complets** dans des régions clés comme Mopti et Bandiagara.
- Le faible niveau de travailleurs non qualifiés ou analphabètes dans l'ensemble des régions est un point positif.

Faiblesses :

- Gao reste une région moins performante, avec des scores inférieurs en constructeurs professionnels qualifiés (42) et en main-d'œuvre qualifiée (59).
- Une proportion légèrement plus importante de travailleurs analphabètes ou non qualifiés est observée à Bandiagara et Mopti.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif.

CAPACITÉS TECHNIQUES

1. Mode de construction des abris (Score moyen : 40 - Approvisionnement en matériaux locaux)

- Le score moyen de **40** reflète une capacité technique limitée, principalement centrée sur l'approvisionnement en matériaux locaux, sans mise en œuvre avancée.
- Mopti** (68) se distingue par une capacité plus avancée, intégrant l'analyse technique et la mise en œuvre, tandis que **Tombouctou** (33) et **Bamako/Gao** (36) restent faibles.

2. Entretien/Réparations des abris (Score moyen : 47 - Entretien par ouvriers non qualifiés équipés des outils nécessaires)

- Les capacités globales d'entretien des abris sont **moyennes**, avec un score de **47**. Mopti (63) et Bandiagara (60) montrent une capacité **intermédiaire à élevée**, incluant la réhabilitation par des ouvriers qualifiés.
- Tombouctou** (8) affiche un score critique, indiquant une quasi-absence d'entretien, nécessitant une intervention urgente.

3. Adaptation (improvisation) (Score moyen : 51 - Généralement)

- Les capacités d'adaptation sont **relativement bonnes**, avec un score moyen de **51**. Bamako (55), Gao (56), et Mopti (55) montrent une capacité notable à trouver des solutions innovantes.
- Tombouctou (30) et Bandiagara (30) restent faibles, limitant leur capacité d'adaptation.

4. Chaîne d'approvisionnement en matériaux (Score moyen : 62 - Fabricant national et distributeur régional/local)

- Avec un score moyen de **62**, les capacités logistiques d'approvisionnement sont relativement élevées, surtout à Bamako (95), Mopti (93), et Bandiagara (80), où les fabricants nationaux et distributeurs locaux/régionaux jouent un rôle clé.
- Gao (46) et Tombouctou (47) montrent des capacités limitées, nécessitant un développement logistique.

Type de capacité	BAMAKO	GAO	MOPTI	TOMBOUCTOU	BANDIAGARA	Total
Mode de construction des abris	36	36	68	33	40	40
Cas d'entretien/Réparations des abris	58	48	63	8	60	47
Cas d'adaptation (improvisation)	55	56	55	30	30	51
Chaîne d'approvisionnement en matériaux	95	46	93	47	80	62

Synthèse

Forces :

- Chaînes d'approvisionnement robustes** à Bamako, Mopti, et Bandiagara.
- Adaptation technique** notable dans certaines régions (Bamako, Gao, Mopti).

Faiblesses :

- Tombouctou** affiche des scores critiques, particulièrement pour l'entretien (8) et l'adaptation (30).
- Le **mode de construction des abris** reste faible dans la majorité des régions (score moyen : 40).

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

CAPACITÉ ÉCONOMIQUE

1. Marchés des matériaux de construction (Score moyen : 84 - Locale)

Le score **élevé** de 84 indique que la majorité des régions ont un accès bien développé aux marchés locaux des matériaux de construction.

Mopti et **Bandiagara** se distinguent avec un score parfait de **100**, reflétant une excellente disponibilité des matériaux à l'échelle locale.

Tombouctou (80) et **Gao** (75) montrent une capacité moindre mais restent au-dessus de la moyenne.

2. Modes de paiement en espèces (Score moyen : 58 - Polyvalent)

Avec un score moyen de **58**, les capacités de paiement en espèces sont **modérées**. Cela reflète l'accès à des modes de paiement polyvalents, mais pas encore optimaux.

Bamako (85) affiche la capacité la plus avancée avec des paiements sophistiqués, tandis que **Tombouctou** (20) et **Bandiagara** (50) montrent des **capacités limitées**, nécessitant des interventions pour renforcer les mécanismes financiers.

3. Modes de location de logements (Score moyen : 23 - Faible)

Les scores pour les modes de location de logements sont **très faibles** dans toutes les régions, indiquant une capacité **insuffisante** pour combiner des options de location immobilière, équipement et paiement en espèces.

Mopti et **Bandiagara** (40) montrent des efforts pour intégrer plusieurs options de location, tandis que **Gao** (16) et **Tombouctou** (18) affichent des capacités extrêmement faibles.

Type de capacité	BAMAKO	GAO	MOPTI	TOMBOUCTOU	BANDIAGARA	Total
Marchés des matériaux de construction	95	75	100	80	100	84
Mode de paiement en espèces	85	56	73	20	50	58
Modes de location de logements	29	16	40	18	40	23

Synthèse

Forces :

- **Marchés des matériaux de construction bien développés** à Mopti et Bandiagara, avec une bonne disponibilité locale.
- **Paiements en espèces polyvalents** disponibles à Bamako.

Faiblesses :

- Les **modes de location de logements** sont gravement sous-développés dans toutes les régions.
- **Tombouctou** présente des lacunes majeures dans les modes de paiement (20) et les modes de location de logements (18).

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

CAPACITÉ EN ÉNERGIE

1. Sources primaires d'énergie (Score moyen : 41 - Cuisine et éclairage)

Le score moyen de 41 indique que les sources primaires d'énergie sont majoritairement limitées à la cuisine et l'éclairage, avec peu de recours à des énergies renouvelables avancées.

Mopti (57) et Bandiagara (50) montrent un accès légèrement meilleur à des sources d'énergie variées, avec un potentiel d'amélioration pour intégrer davantage d'énergies renouvelables.

Tombouctou (25) est nettement en retard, montrant une dépendance minimale aux sources énergétiques, ce qui affecte les services.

2. Moyens de conservation d'énergie (Score moyen : 62 - Locale)

Un score de 62 reflète une bonne capacité locale de conservation d'énergie dans plusieurs régions.

Mopti (93) et Bamako (86) se démarquent par leurs excellents moyens locaux pour conserver l'énergie, probablement grâce à une meilleure organisation ou infrastructures adaptées.

Tombouctou (23) est en grande difficulté, indiquant des efforts insuffisants ou inexistant en matière de conservation énergétique.

3. Part du budget accordée à l'énergie (Score moyen : 59 - Faible à modéré)

Le score moyen de 59 montre une allocation budgétaire faible à modérée pour l'énergie, ce qui pourrait limiter l'amélioration des infrastructures énergétiques.

Bamako (61), Gao (63), et Tombouctou (60) maintiennent une gestion budgétaire légèrement supérieure, indiquant une priorité relative donnée à l'énergie.

Bandiagara (40) montre des allocations budgétaires très faibles, freinant la possibilité d'investissements dans des systèmes énergétiques fiables.

Type de capacité	BAMAKO	GAO	MOPTI	TOMBOUCTOU	BANDIAGARA	Total
Sources primaires d'énergie	49	37	57	25	50	41
Conservation d'énergie	86	57	93	23	60	62
Estimation de la part du budget accordée à l'énergie	61	63	48	60	40	59

Synthèse

Forces :

- Moyens de conservation énergétique solides dans des régions comme Mopti et Bamako.
- Gestion budgétaire cohérente pour l'énergie à Gao, Bamako, et Tombouctou.

Faiblesses :

- Une limitation des sources primaires d'énergie à des usages basiques (cuisine et éclairage) sans intégration significative d'énergies renouvelables dans la plupart des régions.
- Tombouctou affiche une performance faible sur tous les indicateurs énergétiques, nécessitant une attention particulière.
- Bandiagara montre un faible investissement budgétaire, limitant son potentiel de progrès énergétique.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

ACTIONS CLIMATIQUES/ENVIRONNEMENT

1. Sensibilité des communautés face au climat concernant la qualité des abris (Score moyen : 46 - Modéré)

Le score moyen de 46 indique une sensibilité modérée des communautés à l'impact climatique sur la qualité des abris. Cela signifie que la perception des effets du climat sur les abris reste insuffisamment priorisée.

Bandiagara (60) se distingue par une sensibilité relativement élevée, soulignant une prise de conscience accrue des risques climatiques.

Gao (41) montre une sensibilité plus faible, suggérant un besoin d'éducation sur les effets climatiques sur les structures.

2. Sensibilisation aux considérations environnementales dans la construction des abris/sites (Score moyen : 61 - Haut)

Avec un score moyen de 61, les communautés montrent une sensibilisation élevée aux aspects environnementaux dans la construction des abris.

Bandiagara (90) se démarque par une sensibilisation très forte, probablement liée à une meilleure diffusion des informations environnementales.

Bamako (38) affiche une sensibilisation faible, signalant un manque de programmes éducatifs ou de projets intégrant des considérations environnementales.

Type de capacité	BAMAKO	GAO	MOPTI	TOMBOUCTOU	BANDIAGARA	Total
Appréciation de la sensibilité des communautés face au climat concernant la qualité des abris	53	41	47	45	60	46
Sensibilisation sur les considérations environnementales dans la construction des abris/sites	38	60	75	58	90	61

Synthèse

Forces : Une sensibilisation environnementale élevée à Bandiagara et Mopti (scores de 90 et 75, respectivement).

Une sensibilité climatique modérée à élevée dans la majorité des régions, notamment à Bandiagara.

Faiblesses : Une faible sensibilisation environnementale à Bamako, qui nécessite des efforts pour intégrer des normes de construction durables.

Une sensibilité climatique inférieure à la moyenne à Gao, limitant l'adoption de solutions durables adaptées au climat.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

CAPACITE SOCIALE/CULTURELLE

Sensibilisation aux considérations sociales et culturelles

Les communautés dans les différentes régions ont un score moyen de **68%** concernant leur sensibilisation aux aspects sociaux et culturels, avec des scores particulièrement élevés à Mopti (**77%**) et Gao (**70%**).

Cela reflète une prise de conscience modérée à élevée des valeurs communautaires et des dynamiques sociales.

Vie communautaire et stabilité

La stabilité communautaire est largement favorisée, avec un score moyen de **71%** à l'échelle nationale. La région de Tombouctou affiche le score le plus élevé (**83%**), tandis que Bamako et Bandiagara enregistrent des scores respectables, respectivement de **65%** et **60%**.

Vie communautaire et équité

En termes d'équité, les communautés obtiennent un score moyen de **65%**. Tombouctou et Mopti se distinguent encore avec des scores élevés (**83%** et **77%**), tandis que Bamako reste en deçà avec **40%**, indiquant des disparités dans la promotion de l'équité.

Participation des femmes

La participation des femmes dans la construction des abris et la gestion des finances est modérée, avec un score moyen national de **62%**. Gao (**68%**) et Mopti (**70%**) affichent des efforts notables dans l'implication des femmes, alors que Tombouctou (**47%**) et Bandiagara (**40%**) nécessitent davantage de progrès.

Type de capacité	BAMAKO	GAO	MOPTI	TOMBOUCTOU	BANDIAGARA	Total
Sensibilisation des communautés sur les considérations sociales/culturelles de toutes les catégories	60	70	77	60	70	68
Stabilité de la vie communautaire	65	70	77	83	60	71
Equité dans la vie communautaire	40	66	77	83	60	65
Participation des femmes	60	68	70	47	40	62

L'évaluation montre que les communautés sont globalement sensibilisées et impliquées dans les aspects sociaux et culturels, bien que des disparités subsistent entre les régions, notamment en matière d'équité et de participation des femmes. Des efforts spécifiques devraient être concentrés sur Bamako et Bandiagara pour renforcer ces aspects.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif

CONCLUSION

Les résultats de cette enquête révèlent une profonde précarité résidentielle pour les ménages déplacés, réfugiés et hôtes dans les principales régions urbaines et périurbaines du Mali. Plus de la moitié des déplacés dépendent d'hébergements gratuits, 91% des réfugiés ne possèdent aucun titre de propriété, et près de la moitié des ménages interrogés déclarent avoir vu leurs revenus diminuer.

L'instabilité du logement, la saturation des ressources communautaires et l'exposition aux risques climatiques exacerbent leur vulnérabilité quotidienne. Les conditions d'habitation ou de logement observées montrent une utilisation majoritaire de matériaux fragiles, tels que le banco et la paille, particulièrement sensibles aux intempéries.

Les déficits en infrastructures essentielles, notamment en électricité, en espaces de stockage et en équipements de cuisine, aggravent les difficultés d'accès à des conditions de vie décentes. Par ailleurs, une part importante des ménages vit sous la menace d'une éviction, notamment dans les zones de Bamako, Mopti et Bandiagara.

Cependant, l'enquête met également en lumière des facteurs positifs sur lesquels s'appuyer. La disponibilité généralisée des matériaux de construction sur les marchés locaux, l'accès à une main-d'œuvre qualifiée, et la capacité manifeste d'adaptation des ménages offrent des opportunités pour des solutions plus durables. La préférence claire pour des aides en espèces souligne la volonté des ménages de pouvoir choisir eux-mêmes des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques.

À travers ces constats, il apparaît crucial de concevoir des interventions qui ne se limitent pas à l'urgence, mais qui renforcent la capacité d'auto-résilience des populations. En s'appuyant sur les ressources locales existantes et en répondant aux besoins exprimés, il est possible de bâtir des stratégies de logement plus inclusives, pérennes et respectueuses des dynamiques communautaires.

Par ailleurs, l'enquête a permis d'établir un diagnostic solide des vulnérabilités liées au logement et au marché locatif au Mali. Pour aller au-delà de ce premier constat, des recherches complémentaires apparaissent nécessaires afin d'accompagner la construction de solutions réellement adaptées aux réalités locales.

Enfin, une recherche spécifique sur les besoins des groupes les plus vulnérables notamment les femmes cheffes de ménage, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées serait indispensable.

Développer des solutions inclusives, adaptées à leurs contraintes spécifiques, renforcerait la pertinence sociale des interventions. Ces recherches complémentaires, ancrées dans les réalités locales et orientées vers l'autonomisation, contribueraient à transformer l'aide humanitaire actuelle en un levier de reconstruction durable, réduisant la précarité et consolidant la résilience des communautés affectées.

Résultats de l'enquête sur la vulnérabilité et résilience en logements & Evaluation du marché locatif



Alhamoud Tamboura déplacé interne posant devant sa maison dans une famille d'accueil à Mopti
Photo prise le 18-10-2024 par Studio Pro Confiance Severe



Site de personnes déplacées Mopti une famille de déplacé interne
Chef du ménage Yaya Boly et sa famille posant devant leur abri
Photo prise le 18-10-2024 par Studio Pro Confiance Severe

AGENDA

1. Suivi des points d'action et des recommandations
2. Situation humanitaire : urgences en cours et positionnement des acteurs
3. Présentation des résultats de l'enquête de Vulnérabilité et Résilience en logements & Evaluation du marché locatif réalisée en 2024
- 4. Update - Réforme humanitaire (Humanitarian Reset)**
5. Soutien à la mobilisation des ressources aux partenaires du Cluster

Divers:

Formation sur l'intégration de (PSEA) dans le cycle de gestion de projet

REFORME HUMANITAIRE

THE HUMANITARIAN RESET PUTTING THE PEOPLE WE SERVE FIRST

- DEFINE why we are here
- DELIVER effectively and efficiently
- DEVOLVE to local partners
- DEFEND IHL and our work



UN80 Workstreams

- ① Identify efficiencies and improvements in our ways of working
- ② Review the implementation of mandates
- ③ UN system strategic review and realignment

UN reforms include common services relevant to

REFORME HUMANITAIRE

Processus de Réforme de l'IASC :

Approche centrée sur les communautés et Pilotée par les Acteurs Locaux et Nationaux

Capacitation des HC, avec un focus sur la priorisation des actions de lifesaving et des structures simplifiées de coordination, contexte de PDI et mixte

Priorités sur les urgences et transition, alignées avec la reforme UN

Changement dans l'IASC

Recommandations des DG (Deputy Groups) :

Priorisation des 17 opérations y compris le Mali, avec le maintien des HCs

Priorisation des 8 huit opérations (ex: Cameroun, Erytrée, Libye, Nigeria, et Zimbabwe) pour la transition vers la sortie de l'architecture de coordination humanitaire

Trois pays identifiés potentiellement en transition accélérée (Tchad, Mozambique et Ukraine), mais seront maintenus et examinés ultérieurement

Prochaines étapes: échanges continus avec les HCs dans les pays en transition

AGENDA

1. Suivi des points d'action et des recommandations
2. Situation humanitaire : urgences en cours et positionnement des acteurs
3. Présentation des résultats de l'enquête de Vulnérabilité et Résilience en logements & Evaluation du marché locatif réalisée en 2024
4. Update - Réforme humanitaire (Humanitarian Reset)
- 5. Soutien à la mobilisation des ressources**

Divers:

Formation sur l'intégration de (PSEA) dans le cycle de gestion de projet



GLOBAL
SHELTER CLUSTER

Coordinating Humanitarian Shelter and Settlements

Soutien à la mobilisation des ressources

Initiatives du Global Shelter Cluster

AGENDA

1. Suivi des points d'action et des recommandations
2. Situation humanitaire : urgences en cours et positionnement des acteurs
3. Présentation des résultats de l'enquête de Vulnérabilité et Résilience en logements & Evaluation du marché locatif réalisée en 2024
4. Update - Réforme humanitaire (Humanitarian Reset)
5. Soutien à la mobilisation des ressources aux partenaires du Cluster

Divers:

Formation sur l'intégration de (PSEA) dans le cycle de gestion de projet



Formation sur
l'intégration de (PSEA)
dans le cycle de
gestion de projet

A vibrant collage of numerous hands made from crumpled paper in various colors (red, blue, yellow, green, purple, brown, white, orange) arranged in a circular pattern around a central globe of the Earth. The globe shows continents in green and blue oceans in blue. Overlaid on the center of the collage is a blue rectangular box containing the word "MERCI" in bold, yellow, uppercase letters.

MERCI